



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 24 – Du 10 au 16 juin 2022

En bref

Afghanistan : Aide de 30 M USD de la part de l'Arabie Saoudite. Hausse rapide des cours du pétrole. Levée des tarifs douaniers par la Russie.

Bangladesh : Nomination du nouveau gouverneur de la Banque centrale. Les objectifs initiaux d'inflation ne seront pas atteints pour l'exercice budgétaire 2022. Hausse de 10% des encours de créances douteuses au T1 2022. Augmentation des IDE, toujours inférieurs au niveau pré-pandémique. Réouverture du marché malaisien à la main d'œuvre bangladaise. Installation d'un oléoduc sous-marin de 146 km.

Bhoutan : Nouvelle émission de bons du Trésor. Hausse du prix des importations.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Fitch revoit à la baisse la prévision de croissance du PIB de l'Inde pour 2022/23, à 7,8 % et relève la perspective de la notation souveraine, à stable. Léger fléchissement de l'indice des prix à la consommation en mai, porté à 7%. Les prix de gros en forte hausse au mois de mai. Forte progression de la production industrielle en avril. L'Inde, 7^{ème} récipiendaire d'IDE en 2021 selon la CNUCED.

Politique monétaire : La roupie atteint un nouveau plancher, forte chute des indices boursiers. La Banque centrale privilégie l'inflation à la croissance selon un directeur exécutif. *Politique commerciale :* L'Inde et l'Iran discutent des moyens de régler les transactions commerciales. Le gouvernement prolonge de trois mois les mesures *antidumping* sur les pneus de camion et de bus en provenance de Chine. *Informations sectorielles :* Air India envisage d'acquérir des Airbus A350. L'acquisition d'AirAsia India par Air India reçoit l'approbation de la CCI. Augmentation à venir des prix des billets. Le gouvernement augmente le prix de soutien minimum des cultures kharif pour la saison 2022/23. Adani et TotalEnergies étendent leur partenariat à l'hydrogène vert avec l'objectif de produire un million de tonnes par an en 2030. *Autres informations :* L'Inde gagne six places au classement 2022 de l'indice de compétitivité mondiale.

Maldives : Don de 10 M USD de la Banque mondiale dans la connectivité numérique. Prévision de croissance de la Banque mondiale réduite à 7,6% en 2022.

Népal : Dégradation des paramètres extérieurs. Fusion bancaire et ouverture du NEPSE six jours sur sept. Difficultés d'exécuter les dépenses d'investissement. Hausse de l'inflation en glissement annuel.

Pakistan : Le projet de loi de Finances vise l'assainissement budgétaire et se donne les moyens de régler la dette circulaire de l'énergie. Le FMI considère que le PLF 2022/23 doit être ajusté. Baisse de 6,9 % en g.a. des remises de fonds des Pakistanais de l'étranger. Réserves de change de la banque centrale : une nouvelle baisse qui pourrait bientôt être compensée par un prêt chinois. Succès de la plus forte souscription de bons du Trésor au titre de l'exercice 2021/22 et légère détente sur les taux des bons du Trésor à 6 et 12 mois.

Sri Lanka : Polémiques sur l'investissement de 500 MUSD du groupe indien Adani dans l'éolien. Ligne de crédit indienne de 55 M USD pour l'importation de fertilisants à base d'urée. Appel humanitaire des Nations Unies. Contraction des importations et hausse des exportations en avril. Annonce de prêts de l'*US International Development Finance Corporation* (DFC) pour un total de 120 M USD.

Afghanistan

Aide de 30 M USD de la part de l'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite s'est engagée à fournir 30 M USD sous la forme de dons à l'*Afghan Humanitarian Trust Fund* (AHTF), un fonds créé en 2014 et géré par le Bureau pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU. Ce don s'effectue en coordination avec l'Organisation de la Coopération Islamique (OIC), qui affirme, depuis la prise de pouvoir des Talibans, vouloir maintenir un lien entre l'Afghanistan et le monde extérieur. L'objectif de l'aide saoudienne est de limiter la détérioration de la situation en Afghanistan, qui pourrait mettre en péril la stabilité régionale.

Ce don s'inscrit dans la continuité de plusieurs projets soutenus par l'Arabie Saoudite en Afghanistan au cours de la dernière décennie, dans une démarche de fournir de l'aide aux « pays frères ». Ces projets, couvrant les domaines de l'humanitaire, la santé, l'éducation, l'eau, et la sécurité alimentaire, se sont élevés à une valeur totale de plus de 1 Md SAR (267 M USD) sur les dix dernières années. Sur la période 2002-2020, les Etats-Unis ont été la principale source de financements (40 Mds USD), suivis du Royaume-Uni (4 Mds), du Japon (3,9 Mds), de l'Allemagne (3,9 Mds) et de l'Inde (3 Mds).

Hausse rapide des cours du pétrole

Les prix du pétrole à Kaboul ont augmenté de 13% en une semaine, portés de 90 AFN (1 USD) à 100 AFN le litre (1,13 USD). Cette hausse renforce l'effet récessif, sur le budget des ménages ainsi que sur l'activité économique, de la hausse générale des prix et notamment des produits alimentaires. En conséquence la ville de Kaboul a imposé un gel des prix à 101 AFN le litre, en dépit de la hausse des cours internationaux. Cette décision pose question quant à la possibilité de financer une telle mesure dans le contexte d'un budget national réduit de moitié suite à la suspension de l'essentiel de l'aide internationale. L'Afghanistan importe du pétrole d'Asie centrale et d'Iran.

Levée des tarifs douaniers par la Russie

La Russie a annoncé la levée des tarifs douaniers pour les marchandises importées d'Afghanistan, faisant suite à une décision déjà prise par l'Inde le mois dernier. Avant le changement de régime, l'Afghanistan exportait principalement des fruits secs, en particulier les raisins, ainsi que des pommes de terre en direction de la Russie. Il semble cependant que cette annonce soit avant tout un signal politique, tout comme celle de la réouverture des vols commerciaux ([voir Brèves n°20](#)), et qu'elle n'ait qu'un impact négligeable pour l'Afghanistan, dans un contexte d'urgence alimentaire et de crise financière.

Pour rappel, les exportations afghanes vers la Russie se sont élevées à 4,7 M USD en 2021, soit moins de 1% des exportations. Si celles-ci avaient chuté au cours de l'été 2021, elles ont fortement augmenté depuis le T4 2021 : +250% entre août 2021 et février 2022 (0,6 M USD en février) d'après les chiffres du FMI.

Bangladesh

Nomination du nouveau gouverneur de la Banque centrale

En raison du départ à la retraite de M. Fazle Kabir, le gouvernement a nommé M. Abdur Rouf Talukder, actuel secrétaire aux Finances, au poste de gouverneur de la Banque centrale du Bangladesh. Il prendra ses fonctions le 4 juillet pour un mandat de quatre ans. Il a auparavant travaillé près de 18 ans à la Division des finances avant d'être promu au poste de secrétaire aux Finances en juillet 2018. Fazle Kabir, également ancien secrétaire aux finances, était le gouverneur de la *Bangladesh Bank* depuis 2016.

Les objectifs initiaux d'inflation ne seront pas atteints pour l'exercice budgétaire 2022

Le regain d'inflation observé ne permettra pas d'atteindre l'objectif annuel d'une inflation à 5,7% à fin juin prochain, alors même que la loi de finances initiale de juin 2021 avait retenu 5,3%. Perceptible depuis octobre dernier,

L'accélération de la hausse des prix à la consommation (CPI) s'est traduite par une inflation de 6,29% en g.a. en avril dernier, le plus haut niveau relevé depuis 18 mois, contre 6,22% en mars. Pour l'exercice 2022/23, le gouvernement a retenu dans ses prévisions budgétaires une hausse des prix à la consommation de 5,5%, jugée irréaliste par de nombreux observateurs.

Hausse de 10% des encours de créances douteuses au T1 2022

Les encours de prêts non performants (PNP) ont progressé de 9,8% entre fin décembre 2021 et fin mars 2022, pour atteindre 1134 Mds BDT (12 Mds USD) contre 951 Mds BDT (10 Mds USD) un an plus tôt et 925 Mds BDT (9 Mds USD) au 1^{er} trimestre 2020. En glissement annuel, la hausse dépasse 19% (soit 184 Mds BDT et 1,9 Mds USD) par rapport au niveau atteint fin mars 2021. Fin mars dernier, les PNP représentaient 8,53% des encours de prêts selon la Banque centrale.

Leur niveau ne tient pas compte des abandons de créances qui représentent un cumul de 580 Mds BDT (6,2 Mds USD) entre janvier 2003 et septembre 2021. La hausse constatée de près de 102 Mds BDT (1 Md USD) sur les trois derniers mois est due à la fin de la politique accommodante de classification des prêts adoptée par la Bangladesh Bank à partir de mars 2020, au début de la pandémie de la Covid-19.

Les prêts non performants constituent une fragilité structurelle pour le secteur bancaire bangladais : le ratio brut des PNP sur l'ensemble des encours s'élevait déjà fin juin 2019 à 8,9% et à 8,7% en moyenne entre 2013/14 et 2021/22, selon les chiffres et prévisions du FMI

Augmentation des IDE, toujours inférieurs au niveau pré-pandémique

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde en 2022 de la CNUCED, les flux d'IDE entrants ont augmenté de 13%, passant de 2,5 Mds USD en 2020 à 2,9 Mds USD au Bangladesh en 2021. Cependant, ils n'atteignent pas les niveaux qui prévalaient avant la pandémie (3,6 Mds USD en 2018 et 3,9 Mds USD en 2019). Cette augmentation est donc due principalement à un effet de base ainsi qu'à la reprise de l'économie

post-pandémie et non pas à une meilleure attractivité de l'économie bangladaise. La crise du COVID-19 semble avoir eu un impact restreint sur les leviers de financement traditionnels de l'économie bangladaise alors que le Bangladesh devrait quitter la catégorie des économies les moins avancées et entrer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030. Cette évolution traduit les progrès réalisés par le Bangladesh, mais doit également l'inciter à rapidement mettre en œuvre les révisions nécessaires à la transition. La première priorité consiste à contrebalancer la diminution à venir des financements des bailleurs multilatéraux par d'autres sources de financement extérieur, en impulsant des réformes favorables aux investisseurs étrangers.

Réouverture du marché malaisien à la main d'œuvre bangladaise

Fermé depuis septembre 2018, suite à un différend entre les deux gouvernements sur les modalités de recrutement de la main d'œuvre, la Malaisie a annoncé cette semaine, la réouverture de son marché, avec un premier objectif de recrutement de 200 000 expatriés d'ici à juin 2023. Le potentiel est considérable : la Malaisie était jusque-là le 5^{ème} marché pour le Bangladesh derrière les pays du Golfe, avec plus d'un million de départs cumulés depuis 1978 selon les données du BMET (*Bureau of Manpower Employment and Training*).

Installation d'un oléoduc sous-marin de 146 km

Les travaux du projet de la *Bangladesh Petroleum Corporation* (BPC), d'installation d'un oléoduc de 146 km de profondeur, situé dans la baie du Bengale, ont pris fin cette semaine. Ce projet a pour but de mettre en place un point d'amarrage unique pour décharger les importations de pétrole des navires ancrés en haute mer. Il devrait permettre à la BPC de réduire ses dépenses d'environ 800 M de BDT (8 M USD) par an, somme qu'elle dépense actuellement pour décharger le carburant sur des navires plus légers (entre 32 000 et 35 000 t/navire). Ce projet devrait entraîner une capacité de déchargement annuelle de 9 M de t de carburant alors que la demande actuelle du pays en carburant est

d'environ 6,3 M de t/an. Avec la dernière prolongation, le coût du projet a augmenté de 33%, passant de 4,9 Mds BDT (53 M USD) à 6,6 Mds BDT (71 M USD) soit 0,3% des dépenses liées au développement lors de l'exercice budgétaire 2021/22.

Bhoutan

Nouvelle émission de bons du Trésor

La *Royal Monetary Authority* (RMA, Banque centrale) a annoncé l'émission de bons du Trésor à douze ans pour une valeur totale de 4 Mds BTN (51 M USD). Il s'agit de la cinquième souscription depuis le début de l'exercice 2022/23 (juillet – juin). Cette émission a pour objectif de financer le déficit, révisé à 9,3% du PIB pour 2021/22 et estimé à 11,3% du PIB pour 2022/23, alors que la cible du gouvernement est de 5%. Le gouvernement cherche à réduire sa dépendance aux financements extérieurs et mobiliser davantage les financements internes. Pour rappel en 2020/21, la dette publique bhoutanaise équivaut à 135% du PIB, la part externe couvre 93% du total et les prêts liés aux projets hydroélectriques les trois-quarts de celle-ci.

Les bons du Trésor seront d'une valeur de 1000 BTN (12,7 USD) chacun et le montant minimum de souscription sera de 10000 BTN (127 USD), soit 10 unités. L'offre se déroulera du 11 au 21 juin.

Hausse du prix des importations

Le *National Bureau of Statistics* a annoncé que le prix des importations avait crû de 18% en glissement annuel (g.a) au T4 2021 (calendaire). La hausse est due principalement à l'évolution des prix des métaux (+40%), du textile (+29%) et du pétrole (+20%).

En revanche, les termes de l'échange ont connu une amélioration de +7,8% en 2021 par rapport à l'année précédente, grâce à l'augmentation des prix des produits exportés (+27% en g.a). Cette hausse des prix est presque entièrement due, à hauteur de 90%, à la progression des cours du ferrosilicium, principal poste d'exportation du Bhoutan à hauteur de 15 Mds BTN (190 M USD) en 2021, soit 26% des exportations.

Pour rappel, le Bhoutan a importé des biens d'une valeur de 90 Mds BTN (1,15 Md USD) et exporté pour 58 Mds BTN (740 M USD) en 2021. Par ailleurs, le Bhoutan réalise 80% des importations et 90% des exportations avec l'Inde.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Fitch revoit à la baisse la prévision de croissance du PIB de l'Inde pour 2022/23, à 7,8 % et relève la perspective de la notation souveraine de négative à stable

Fitch Ratings a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23, à 7,8 % contre 8,5 % précédemment. L'agence de notation a attribué cette révision à la baisse à l'impact de la flambée des prix de l'énergie et des matières premières sur la dynamique de croissance du pays. Fitch a également révisé la perspective de la note souveraine de l'Inde, la faisant passer de négative à stable, citant la diminution des risques pour la croissance à moyen terme et l'atténuation des faiblesses du secteur financier.

Compte tenu de la détérioration des perspectives d'inflation, l'agence de notation s'attend à ce que la *Reserve Bank of India* (RBI) relève encore ses taux pour les porter à 5,9 % d'ici décembre 2022 et à 6,15 % d'ici fin 2023. La banque centrale maintiendrait les taux inchangés en 2024.

Léger fléchissement de l'indice des prix à la consommation en mai, porté à 7%

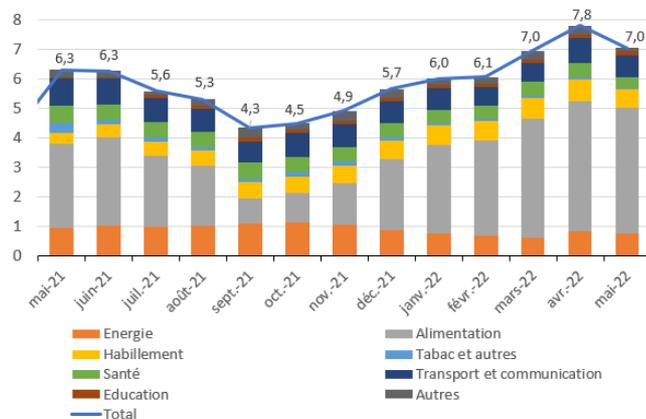
L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 7,0% en glissement annuel en mai, après 7,8% en avril, ce qui constituait son point le plus haut depuis 18 mois. L'inflation reste ainsi très nettement au-dessus de la limite haute de tolérance de la Banque centrale (RBI) à 4% +/- 2%, pour le cinquième mois consécutif mais atteint un niveau en phase avec le consensus de marché. Sur une base séquentielle, l'inflation progresse

de 0,76% en mai après 1,24% en avril, ce qui constituait la plus forte hausse en glissement mensuel depuis six mois.

Le prix des denrées alimentaires, dont la pondération dans l'indice est élevée à 46%, ralentit légèrement en g.a. à 7,8 % (après 8,1 % en avril) mais augmente sur une base séquentielle (+1,5% après 1,2% en g.m en mars). L'autre composante volatile, celle du prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est nettement plus faible (7%), suit la même trajectoire à 9,5%, après 10,8 % en avril.

La progression de l'inflation sous-jacente ralentit pour s'établir à 6,4% en mai après 7,2% en avril. Les effets de base ont joué un rôle dans la modération en glissement annuel. En glissement mensuel, une hausse plus faible a été observée (0,5% en mai contre 1,2% en avril), reflétant la réduction des droits d'accise sur les prix de l'essence et du diesel.

Contribution à l'IPC, par composante



Les prix de gros en forte hausse au mois de mai

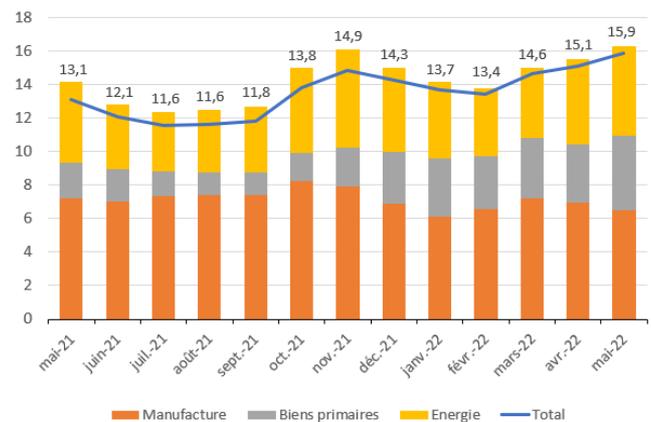
En mai, les prix de gros atteignent leur plus haut niveau depuis trois décennies, à 15,9% en glissement annuel (g.a), dans le sillage de la tendance affichée depuis plusieurs mois, contre 15,1% en avril et 14,6% en mars. Ce record est essentiellement dû à la hausse des prix de gros de l'énergie, qui atteint 40,6% en mai contre 38,7% en avril, en raison de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole. La hausse des prix de gros des biens primaires s'accélère à 19,7% en g.a en mai, contre 15,5% en avril, tout comme celle des produits alimentaires, portée à 10,9% après 8,9%

en avril. L'inflation des produits manufacturés ralentit légèrement à 10,1%, après 10,9% en avril.

Dans le détail, les produits fabriqués à partir de métaux de base (9,7% du total des prix de gros) ont connu un ralentissement, passant de 24,8% à 18,9%. Les produits chimiques (6,5%) et textiles (4,9%) progressent quant à eux, respectivement de 12,4% à 13,9% et de 13% à 14,9%. Enfin, les prix de gros du ciment (dont la pondération dans l'indice est de 1,6%) poursuivent leur augmentation, passant de 5,5% à 7,3%.

En glissement mensuel (g.m.), la progression des prix de gros était de 1,4%, la hausse des prix des biens primaires a été la plus forte (2,8% contre 2,3% en avril). Il convient de noter toutefois que les prix de gros de l'énergie ont connu une moindre augmentation, de 4,9% à 2,3% en g.m.

Contribution à l'IPC, par composante



Forte progression de la production industrielle en avril, en liaison avec un effet de base

L'indice de la production industrielle progresse de 7,1% en glissement annuel en avril – son niveau le plus élevé depuis sept mois – après une progression de 2,2% en g.a. le mois précédent.

Les trois composantes de l'indice sont en expansion: +7,8% en g.a. pour les activités minières, +6,3% en g.a. pour l'industrie manufacturière et +11,8% en g.a. pour la production d'électricité. Cette croissance a été généralisée, 18 des 23 sous-groupes du secteur manufacturier enregistrant une hausse. Cela s'explique en grande partie par un effet de base favorable, le mois d'avril 2021 ayant été marqué par un nouveau confinement en Inde.

Sur une base mensuelle, l'indice de la production industrielle a baissé de 9,2 % en g.m. en avril. L'expansion séquentielle a été généralisée, avec 19 des 23 sous-secteurs de l'indice de la production industrielle affichant une baisse de la production en glissement mensuel.

En ce qui concerne la ventilation par produits, la production de biens primaires croît de 10,1% en g.a., celle des produits intermédiaires de 7,6%. L'activité de construction progresse également de 3,8% en g.a., tout comme la production de biens d'équipement (+14,7% en g.a). Enfin, la production de biens durables augmente de 8,5% en g.a., tout comme celle des biens non durables qui revient en territoire positif (0,3% en g.a).

Evolution de l'indice de production industrielle, en g.a.

		Mars-22	Avril-22
Général		2,2	7,1
Activité	Minière	4	7,8
	Manufacturière	0,9	6,3
	Electricité	6,1	11,8
Biens	Primaires	5,7	10,1
	Intermédiaires	0,6	7,6
	Durables	-3,2	8,5
	Non durables	-5	0,3
	Capital	0,7	14,7
	Infrastructures	7,3	3,8

L'Inde, 7^{ème} récipiendaire d'investissements directs étrangers en 2021 selon la CNUCED

Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur l'investissement dans le monde, l'Inde est restée l'an dernier parmi les premières économies bénéficiaires des investissements directs étrangers (IDE), malgré une baisse de 26 % des flux entrants. Les entrées d'IDE atteignent 45 Mds USD en 2021, soit une diminution de 19 Mds USD, ce qui place l'Inde au septième rang après les États-Unis, la Chine, Hong Kong, Singapour, le Canada et le Brésil. Malgré la baisse des flux d'IDE, un certain nombre de nouvelles opérations de financement de projets internationaux ont été annoncées en Inde - 108 projets contre 20 projets en moyenne au cours des dix dernières années, indique

l'agence dans son rapport. 23 projets concernent les énergies renouvelables. Parmi les autres grands projets, figurent la construction d'une aciérie et d'une cimenterie pour un montant de 13,5 Mds USD par ArcelorMittal Nippon Steel (Japon) et une nouvelle usine de fabrication de voitures par Suzuki Motor (Japon) pour un montant de 2,4 Mds USD.

Politique monétaire

La roupie atteint un nouveau plancher, forte chute des indices boursiers

La roupie indienne a franchi la barre des 78 INR pour un USD le 13 juin pour atteindre un niveau historiquement bas (78,21 INR) avant de revenir à 78,05 INR à la clôture des marchés. Elle se maintient depuis au-dessus de ce seuil.

La monnaie est fragilisée par l'inflation persistante, la hausse des taux d'intérêt et les dégagements des investisseurs étrangers. La publication des chiffres record de l'inflation américaine (8,6 % en mai) a alimenté les craintes d'un relèvement plus agressif des taux par la Fed pour maîtriser l'inflation, ce qui a été le cas. L'impact négatif de cette situation s'est également fait sentir sur la performance du marché boursier indien. Du 9 au 16 juin, le Nifty 50 a chuté de 6,8% et le BSE Sensex de 6,9%.

Taux de change INR/USD



La Banque centrale privilégie l'inflation à la croissance selon le directeur exécutif en charge des marchés financiers

Un directeur exécutif de la *Reserve Bank of India* (RBI), M. Radha Shyam Ratho, a déclaré que la banque centrale donnait la priorité à l'inflation plutôt qu'à la croissance afin que le niveau de la hausse des prix reste dans les limites des objectifs sans affecter la croissance. Il estime également que les fondamentaux de l'Inde demeurent solides et qu'ils lui permettent tant sur le plan interne qu'externe d'amortir les incidences négatives de la conjoncture internationale.

Pour rappel, le Comité de politique monétaire (MPC) s'est réuni le 8 juin et a annoncé le relèvement du taux directeur de 50 points de base à 4,90%, après un premier relèvement de 40 pts à 4,40% début mai (cf. [Brèves n°23](#)). La RBI a relevé ses prévisions d'inflation de 5,7% à 6,7% pour l'exercice budgétaire 2022/23, au-dessus de la cible de 4±2%.

Politique commerciale

L'Inde et l'Iran discutent des moyens de régler les transactions commerciales

L'Inde et l'Iran explorent les possibilités de régler les transactions commerciales en roupies ou par un système de troc, a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian. Les deux pays ont discuté de la nécessité d'établir un mécanisme bancaire et ont également convenu d'augmenter les investissements dans le port de Chabahar.

Le gouvernement prolonge de trois mois les mesures antidumping sur les pneus de camion et de bus en provenance de Chine

Le gouvernement a prolongé de trois mois les mesures antidumping sur les pneus de camions et de bus en provenance de Chine. Imposées en septembre 2017, pour une période initiale de cinq ans, elles ont été prolongées jusqu'en décembre 2022. Ces mesures concernent les pneus chinois dont le prix se situe dans une fourchette de 245,35 USD à 452,33 USD par tonne.

Informations sectorielles

Aéronautique

Air India envisage d'acquérir des Airbus A350

Air India, détenue par le groupe Tata, serait sur le point d'acquérir son premier lot d'avions A350. Le premier avion pourrait être livré à la compagnie aérienne en mars 2023.

Toutefois, le nombre d'appareils A350 susceptibles d'être achetés par Air India n'a pas été précisé dans l'immédiat. Air India n'a pas acheté d'avion depuis 2006, année où elle avait passé commande de 111 appareils, dont 68 auprès de Boeing et 43 auprès de l'avionneur européen Airbus. Par ailleurs, Air India serait aussi en négociation pour l'acquisition d'A321 à plus long terme.

L'acquisition d'AirAsia India par Air India reçoit l'approbation de la CCI

La Commission indienne de la concurrence a approuvé la proposition d'Air India d'acquérir la totalité des actions de la filiale « low cost » *AirAsia India*.

AirAsia India a été créée en 2014 en tant que coentreprise entre Tata Sons et AirAsia Berhad, basée en Malaisie, dans laquelle les Tata ont porté leur participation à 83,67 % en décembre 2020. La compagnie aérienne n'a pas le droit d'exploiter des vols internationaux. Air India et AirAsia India, qui vont fusionner pour un meilleur rendement commercial, détiennent une part de marché intérieure combinée de 13 %.

Augmentation à venir des prix des billets

La flambée des prix du kérosène pourrait inciter les compagnies aériennes à augmenter leurs tarifs de 10 à 15 % ; le carburant aviation en Inde est désormais le plus cher au monde.

Les prix du carburant aviation ont atteint un niveau record de 1717 € par hectolitre à New Delhi après une hausse de 16,3 % le 15/06/22. Comme leur marge d'exploitation est relativement faible en raison de la concurrence, les compagnies aériennes affirment que l'augmentation des tarifs est la seule option dont elles disposent pour faire face à la hausse des prix et à la baisse de la roupie. Le carburant contribue

en effet en Inde pour un pourcentage très important (40%) des coûts d'exploitation des transporteurs aériens en raison des nombreuses taxes, TVA et droits de douane élevés, ainsi que des salaires plus modérés de leurs personnels volants.

Agriculture

[Le gouvernement augmente le prix de soutien minimum des cultures kharif pour la saison 2022/23](#)

Le gouvernement a augmenté le prix de soutien minimum (MSP) du paddy de 100 INR (1,3 USD) par quintal pour la saison Kharif 2022/23 (semées vers la mi-juin, avant le début de la mousson, et récoltées en novembre). Les quatorze cultures kharif ont été augmentées, dans des proportions allant de 4% à 8%. Cette hausse est similaire à celle accordée en 2021/22, qui se situait dans une fourchette de 1% à 7%. Cette décision s'inscrit dans un contexte de hausse vertigineuse des prix des intrants, notamment en raison de la forte augmentation des prix des engrais. Cette annonce a été critiquée par les syndicats agricoles.

Energies

[Adani et TotalEnergies étendent leur partenariat à l'hydrogène vert avec l'objectif de produire un million de tonnes par an en 2030](#)

Le groupe indien Adani et l'entreprise française TotalEnergies viennent de conclure un accord dans l'objectif de devenir les leaders du marché mondial de l'hydrogène vert. Dans le cadre de cet accord, TotalEnergies a acquis 25% des parts d'Adani New Industries Ltd (ANIL), la filiale du groupe Adani dédiée à l'hydrogène vert, à la fabrication d'éoliennes, de panneaux solaires et de batteries. ANIL souhaite investir 50 Mds USD sur la décennie à venir, notamment dans le Gujarat, pour développer une capacité de production d'un million de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030. Les deux entreprises ambitionnent de maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur pour produire l'hydrogène vert le moins cher du marché. Cet accord s'inscrit dans la politique de diversification et de décarbonation de TotalEnergies et étend à un

nouveau vecteur énergétique le partenariat de l'entreprise avec le groupe Adani.

ANIL n'est pas la seule entreprise indienne à vouloir se développer sur l'hydrogène vert. NTPC et Reliance Industries ont par exemple également annoncé investir dans cette filière. Cet engouement suit les annonces récentes du gouvernement indien de vouloir développer une capacité de production intérieure de 5 Mt d'hydrogène vert par an d'ici 2030.

Autres informations

[L'Inde gagne six places au classement 2022 de l'indice de compétitivité mondiale](#)

L'Inde passe du 43^{ème} au 37^{ème} rang (sur un total de 63 pays évalués) au classement de l'indice annuel de compétitivité mondiale établi par l'*Institute for Management Development*. L'Inde enregistre ainsi la plus forte progression parmi les économies asiatiques. Le classement est dominé par le Danemark (3^{ème} en 2020), suivi de la Suisse (1^{ère} en 2020) et Singapour (5^{ème} en 2020). La France gagne une place et se classe au 29^{ème} rang, entre la Corée du Sud et la Lituanie.

Maldives

[Don de 10 M USD de la Banque mondiale dans la connectivité numérique](#)

Sur financement de l'AID, le projet, intitulé « *Digital Maldives for Adaptation, Decentralization and Diversification* », doit entre autres permettre une plus grande compétitivité du marché du haut débit, un accès accru à internet pour la population (baisse des coûts, extension spatiale) et les conseils locaux, la création d'un centre indépendant pour les services numériques gouvernementaux, la délivrance de 250 000 cartes d'identité numériques et d'une plateforme liée à cette identité permettant l'accès à des services numériques, la mise en place d'une procédure d'authentification numérique, le développement d'un cadre réglementaire et législatif pour la protection et la sécurisation des données, le

développement d'une plateforme agrégeant plusieurs bases de données sur les enjeux climatiques. Il sera mis en œuvre par une unité dédiée au sein du Ministère de l'environnement, du changement climatique et des technologies maldivien, en lien avec les agences pertinentes.

Prévision de croissance de la Banque mondiale réduite à 7,6% en 2022

Dans son rapport « *Global Economic Prospects* », la Banque mondiale projette la croissance aux Maldives à 7,6% en 2022, en recul de 3,4 points par rapport à la précédente projection faite en janvier 2022. Cette baisse reflète essentiellement l'effet attendu de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les arrivées de touristes, dans un contexte de stagnation de l'investissement. Les prévisions pour 2023 s'élèvent à 10,2% (-1,8 point par rapport à janvier 2022), et 7,1% en 2024.

Népal

Dégradation des paramètres extérieurs

Le déficit commercial s'est creusé de 24,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'élever à 1431 Mds NPR (11,5 Md USD) sur les dix premiers mois de l'exercice. En dépit d'une légère hausse (+2%) des transferts de migrants, portés à 812 Mds NPR (6,5 Mds USD) sur dix mois, le déficit courant s'est dégradé à 547 Mds NPR (4,4 Mds USD) sur la période, contre un déficit de 251 Mds NPR (2 Mds USD) sur la même période de l'année passée.

En conséquence, les réserves de change ont diminué de 21%, ramenées de 11,75 Mds USD en juillet 2021 (début de l'exercice budgétaire) à 9,3 Mds USD mi-mai 2022, soit l'équivalent de 6,6 mois d'importations de biens et de services.

Par ailleurs, la roupie népalaise a atteint un nouveau plus bas historique face au dollar, à 125 NPR pour 1 USD, ce qui représente une chute de 6% par rapport au mois de janvier. Cette dégradation du taux de change serait due à la hausse des prix du pétrole qui pèse sur les importations népalaises, à l'appréciation généralisée du dollar face à la plupart des devises de marchés émergents, du fait de la hausse des

taux décidée par la Fed et à la dépréciation de roupie indienne face au dollar, sur laquelle est indexée la roupie népalaise.

Fusion bancaire et ouverture du NEPSE six jours sur sept

La *Nepal Investment Bank* et *Mega Bank Limited* ont suspendu leur cotation boursière suite à la signature d'un accord de fusion entre les deux entités. La nouvelle banque deviendra la plus importante du Népal, avec un capital de 33 Mds NPR (264 M USD), et devrait démarrer ses activités en octobre 2022.

Cette fusion est de bon augure alors que le système bancaire népalais est fragilisé par l'importance des prêts non-performants dans le portefeuille des banques, elles-mêmes bien trop nombreuses. Le nombre de banques et institutions financières est ainsi passé de 85 à près de 200 entre 2002 et 2012 et a par la suite été ramené à 27. Une étude d'avril 2022 de la Banque centrale népalaise *Number of Banks and Financial Institutions in Nepal* estime le nombre optimal entre 11 et 15 ([voir Brèves n°17](#)).

Par ailleurs, la bourse népalaise (NEPSE) a annoncé qu'elle serait ouverte six jours sur sept (tous les jours mis à part le samedi) à partir du 15 juin. Les horaires d'ouverture seront de 11h à 15h du dimanche au jeudi, et de 11h à 13h le vendredi. Cette décision intervient dans le contexte de la récente décision du gouvernement de retirer le dimanche comme journée non travaillée.

Difficultés d'exécuter les dépenses d'investissement

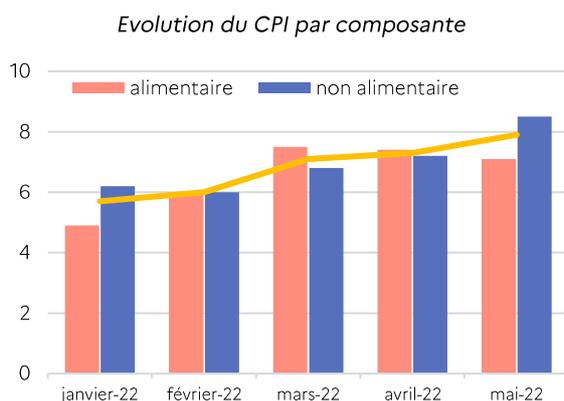
Alors que la fin de l'exercice budgétaire approche (mi-juillet 2022), le gouvernement n'a plus qu'un mois pour dépenser 203 Mds NPR (1,63 Md USD) pour pouvoir atteindre l'objectif de dépenses d'investissement dans les infrastructures fixé pour l'exercice 2021/22. Le gouvernement avait initialement prévu une cible de 379 Mds NPR (3 Mds USD), avant de la revoir à la baisse à 340 Mds NPR (2,7 Mds USD).

Au vu de l'échéance (60% des dépenses à réaliser en un mois), le gouvernement ne parviendra certainement pas à exécuter le budget, ce qui constitue un problème récurrent au Népal : en 2019/20 et 2020/21, les dépenses effectivement

réalisées ne représentaient que 76% de la cible fixée par le gouvernement. Les dépenses sont surestimées par des budgets électoralistes ([voir Brèves n°22](#)) alors que le processus de fédéralisation inachevé pèse sur la capacité à les exécuter.

Hausse de l'inflation en glissement annuel

D'après la *Nepal Rastra Bank* (NRB, Banque centrale), l'Indice des prix à la consommation (IPC) a crû de 7,9% en g.a au dixième mois de l'exercice (de mi-avril à mi-mai), soit plus du double de la valeur à la même période de l'exercice 2020/21 (3,65%). L'inflation est davantage alimentée par la hausse des prix des produits non-alimentaires et des services (+8,45%) que par celle des produits alimentaires (+7,13%). Pour les produits non-alimentaires, ce sont surtout les prix des transports qui progressent de 21,8% en g.a et 1,4% en glissement mensuel (g.m), résultant de la hausse des prix du pétrole, portés de 170 NPR (1,36 USD) à 178 NPR (1,43 USD) le litre en une semaine, soit une hausse de 4,7%. Il convient également de noter la forte hausse des prix du ghee et de l'huile (24,9%), des fruits (12,6%), de l'éducation (11,6%) ainsi que des œufs et du lait (11,3%).

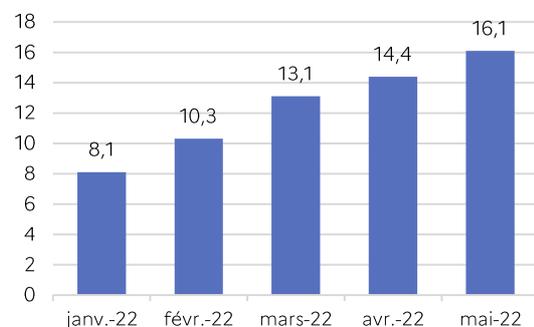


Par ailleurs, les prix de gros ont augmenté de 16,1% en g.a, contre 8,1% sur la même période un an plus tôt. Il s'agit d'un record depuis plus de deux ans. La progression la plus importante est constituée par celle des prix de l'énergie (+34,1% en g.a et 2,3% en g.m), suivie des métaux (25% en g.a et 2% en g.m), du bois (22% en g.a et 3% en g.m), des produits alimentaires (15,8% en g.a et 2,2% en g.m.) et des produits manufacturés

(15,5% en g.a et 3,2% en g.m). Sur une basse séquentielle, les prix de gros progressent de 2,7% en glissement mensuel.

L'inflation s'accélère pour le cinquième mois consécutif, ce qui peut s'expliquer par la dérive des prix en Inde, principal partenaire commercial du Népal et dont la monnaie sert de point d'ancrage (parité fixe de 1,6 roupies népalaises pour une roupie indienne, fixée *ne varietur* depuis 1993) à la roupie népalaise.

Evolution des prix de gros



Pakistan

Le projet de loi de Finances qui s'élève à 47 Mds USD vise l'assainissement budgétaire et se donne les moyens de régler la dette circulaire de l'énergie

Le PLF 2022-2023 présenté à l'Assemblée nationale s'élève à 9500 Mds PKR, il présente en roupies une augmentation de 11,17 % par rapport au budget de l'année 2021-2022 et en dollars une augmentation de 2,69 %. En l'état, le ratio impôts / PIB devrait passer de 8,6% à 9,2%.

Le premier poste du PLF (44 % de l'assiette des dépenses) correspond au règlement de la dette de l'énergie (« dette circulaire ») et notamment la dette due aux sociétés publiques importatrices de pétrole et de gaz (GNL) qui font face à d'importants problèmes de trésorerie, ce qui contribuera à régler le manque à gagner des sociétés privées de production d'électricité chinoises (IPP). En parallèle, il est aussi prévu que le budget participe au dédommagement des IPP chinoises.

La question de l'augmentation des fonctionnaires et de leurs retraites n'apparaît pas clairement dans le PLF. Dans le débat public à Islamabad, la question de l'augmentation de 16% des salaires des fonctionnaires et de 15% des pensions de retraite est fortement débattue. Ces augmentations sont proposées dans le PLF provincial, du Khyber Pakhunkhwa qui est dirigé par le PTI, le parti de l'ancien Premier ministre Imran Khan.

Le FMI considère que le PLF 2022/23 doit être ajusté

Mme Esther Perez Ruiz, la directrice pays du FMI à Islamabad, a indiqué que le PLF devait être ajusté conformément au programme de l'EFF (facilité élargie de crédit du FMI). Elle indique que le Fonds a besoin de disposer de plus d'informations sur les objectifs de recettes proposés dans le budget, en insistant sur la nécessité d'augmenter comme le gouvernement s'y était engagé dans la 6^{ème} revue de l'EFF, la fiscalité sur le revenu à laquelle seuls 5,3 millions de Pakistanais participent.

Mme Esther Perez Ruiz a également indiqué qu'il était nécessaire de revoir les estimations de dépenses du PLF, notamment les subventions aux carburants, en tenant compte de l'aggravation du déficit courant. Enfin, elle a conseillé au gouvernement de faire attention au projet de résolution du différend avec les IPP chinoises, estimant que le plan de dédommagement des IPP chinoises (le premier versement par les autorités pakistanaises aux IPP est estimé à 300 Mds PKR, soit 726 M USD) devait respecter l'égalité de traitement et donc adopter des conditions identiques à celles prévues pour dédommager les IPP non-chinoises.

Baisse de 6,9 % en année glissante des remises de fonds des Pakistanais résidant à l'étranger

Selon la Banque centrale (SBP), les envois de fonds mensuels des travailleurs pakistanais résidant à l'étranger ont diminué de 25,4 % par rapport à avril (3,125 Mds USD) pour atteindre 2,3 Mds USD en mai 2022. Ce chiffre reflète en partie la baisse saisonnière habituelle après l'Aïd.

Réserves de change de la banque centrale (SBP): une nouvelle baisse qui pourrait bientôt être compensée par un prêt chinois

Les réserves de change de la SBP ont baissé de 497 M USD, et s'élèvent à présent à 9,2 Mds USD. Un prêt chinois à la SBP d'une valeur de 2,3 Mds USD est annoncé pour les prochains jours ou les prochaines semaines. Il semble que la partie chinoise établisse un lien entre la résolution de la « dette circulaire » vis-à-vis des IPP chinoises et le versement de ce prêt. Ces deux sujets (résolution de la dette aux IPP et obtention d'un prêt chinois à la SBP) pourraient avoir été à l'agenda du chef d'état-major de l'armée de Terre lors de son déplacement en Chine la semaine dernière.

Succès de la plus forte souscription de bons du Trésor au titre de l'exercice 2021/22 (834 Mds PKR/3,8 Mds USD) et légère détente sur les taux des bons du Trésor à 6 et 12 mois

La vente aux enchères des bons du Trésor (« bons du Trésor » et « PIB ») effectuée le 15 juin a été un succès (les prévisions de la SBP s'élevaient à 750 Mds PKR). Ce succès pourrait témoigner d'un début de retour de la confiance des opérateurs pakistanais: si le rendement des bons du Trésor à trois mois reste inchangé à 15,25%, celui à six mois a baissé de 30 points de base à 14,95 % et ceux à 12 mois ont également chuté de 55 points de base à 14,70 %.

Sri Lanka

Polémiques sur l'investissement de 500 MUSD du groupe indien Adani dans l'éolien

Le contexte de crise énergétique provoqué par les difficultés d'importation de carburant soulève la question du développement des ENR à Sri Lanka, alors qu'aucune unité de production énergétique d'ampleur n'a été ajoutée au réseau depuis près de 10 ans, que les procédures d'appel d'offres sont longues et aboutissent rarement, et que les projets prévus s'accumulent ainsi sans débouchés concrets.

Dans ce sens, les autorités ont introduit une révision de l'*Electricity Act* pour faciliter le

développement des ENR: les amendements, approuvés au Parlement, permettraient à quiconque de postuler pour l'obtention d'une licence permettant de développer un projet de génération d'électricité, sans restriction selon les capacités. L'opposition dénonce la levée de la nécessité d'une procédure d'appel d'offres, et a cherché à en affirmer l'obligation au-delà de 10 MW, amendement rejeté par le parti majoritaire.

Le vote a suscité une forte polémique. Il est considéré par l'opposition comme une concession pour faciliter l'accord bilatéral passé le 11 mars dernier entre Sri Lanka et l'Inde, matérialisé par un mémorandum d'entente entre CEB et *Adani Green Energy*, pour le développement de 500 MW d'éolien dans le nord du pays à Mannar et Pooneryn, et dénoncé parce qu'il pourrait favoriser la corruption. Le président de CEB, interrogé par le Comité d'examen des dépenses publiques du Parlement (COPE) a ainsi évoqué une demande du Président sri lankais, suivant une demande du Premier ministre indien Narendra Modi, en faveur de cet accord. Le Président sri lankais a nié ces allégations, et le Président de CEB s'est rétracté, avant de démissionner.

La polémique porte aussi sur le prix de vente à CEB du kWh prévu dans cet accord: des sources indiquent un montant de 7,55 cents USD, alors que des développeurs locaux auraient proposé un tarif correspondant à 5 cents USD en roupies sur le même site, lors d'un appel à expressions d'intérêt en novembre dernier.

Ligne de crédit indienne de 55 M USD pour l'importation de fertilisants à base d'urée

Le ministre des finances sri lankais a signé le vendredi 10 juin un accord avec l'Eximbank indienne sur une ligne de crédit de 55 M USD permettant l'importation de 65 000 tonnes d'engrais à base d'urée depuis l'Inde, afin de répondre aux besoins dans ce domaine pour la culture du paddy (riz complet) durant la saison de Yala (mai à août), qui a représenté près de 40% de la production annuelle en 2020 et 2021.

Cette ligne de crédit indienne vient en complément des financements déjà accordés à Sri Lanka par l'Inde, pour un montant de 3,4 Mds USD. Dans un contexte de pénurie de dollars

pour financer les importations d'engrais, les autorités sri lankaises cherchent ainsi à limiter la chute de la production agricole, alors que les rendements de la précédente saison de culture (Maha, de septembre à mars), victimes de l'interdiction des fertilisants chimiques, auraient chuté de 40% en 2021/2022 par rapport à 2020/2021 (1,9 Mt contre 3,1 Mt) d'après le ministre de l'Agriculture Mahinda Amaraweera. Ce dernier estime par ailleurs que Sri Lanka pourrait avoir besoin d'importer 800 000 tonnes de riz cette année pour couvrir ses besoins, une denrée que le pays produisait auparavant en quantité suffisante pour sa consommation.

Appel humanitaire des Nations Unies

Les Nations Unies ont émis le 9 juin un appel humanitaire d'un montant de 47,2 M USD devant permettre de soutenir 1,7 M de personnes frappées le plus fortement par la crise économique actuelle, en termes de revenus, de sécurité alimentaire et d'accès aux soins, parmi près de 5,7 M de personnes au total qui auraient besoin d'un soutien immédiat.

Un sondage réalisé dans ce cadre par l'UNICEF (*UNICEF Household Income Survey 2022*) indique que 73% des ménages auraient vu leurs revenus décroître et 70% auraient réduit leur consommation alimentaire par rapport à l'avant-Covid. 86% des foyers sri lankais ont déjà dû recourir à des stratégies d'adaptation dans le contexte de crise actuel (emprunt, recours à l'épargne, vente ou mise en gage de biens...), et près de 4,9 M de personnes auraient besoin d'une assistance alimentaire, alors que l'inflation pour cette catégorie de produits a atteint 57,4% en g.a. en mai et que le niveau des récoltes agricoles est en forte chute (-40 à -50%).

Par ailleurs, 200 médicaments essentiels seraient en rupture de stock dans le pays, et 163 autres devraient l'être dans les trois prochains mois. 2700 articles chirurgicaux essentiels et plus de 250 articles de laboratoire courants seraient également indisponibles. Dans ce contexte, le plan des Nations Unies entend agir sur trois volets: soutien alimentaire, santé, et protection et éducation des femmes et des enfants.

Contraction des importations et hausse des exportations en avril

Les importations décroissent en g.a. (-0,5%) en avril 2022, pour le deuxième mois consécutif après une chute de 5,6% en g.a. en mars. Elles s'élèvent à 1,7 Md USD, et atteignent 7,4 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année (+8,9% en g.a.).

Sur la période, l'effet-prix compense notamment une baisse en volume dès mars et avril par rapport aux mois correspondants en 2021. En particulier, la hausse de la facture énergétique (+532 M USD, +38,3% en g.a. entre janvier et avril) contribue pour l'essentiel de la hausse des importations, aux côtés des importations d'articles textiles (+223 M USD, +23,8%) et de céréales et produits de l'industrie céréalière (+155 M USD, +1210,6%).

Hors facture énergétique, les importations en avril 2022 sont ainsi de 8,1% inférieures à celles d'avril 2021, tirées à la baisse par la dépréciation de la roupie (-45% depuis début mars) et les différentes mesures de restriction des importations jugées non-essentielles prises par les autorités et la banque centrale. Ce sont ainsi essentiellement les biens de consommation non-alimentaires (-43,4% en g.a. en avril, -20,3% entre janvier et avril) mais aussi les biens d'équipement (-24,6% en g.a. en avril, -2,7% sur les quatre premiers mois) qui expliquent la chute des importations, quand les importations de produits alimentaires (+19,8% en g.a. en avril, +5,0% sur les quatre premiers mois), tirées par la chute des récoltes, et de biens intermédiaires (+11,3% en g.a. en avril, +18,2% entre janvier et avril) progressent, y compris après soustraction de la facture énergétique.

Les exportations reviennent sur leur chute en g.a. en mars (-3,4%) pour atteindre 970 M USD en avril (+18,5% en g.a.), surtout portées par les exportations industrielles (789 M USD, +21,9% en g.a.), en croissance sur les quatre premiers mois de l'année (3,4 Mds USD, +15,8%). Les exportations agricoles résistent en avril (178 M

USD, +7,3% en g.a.), alors qu'elles chutent de 5,5% sur les quatre premiers mois (784 M USD), pénalisées par les faibles récoltes et la perte de certains marchés d'exportation (Russie). Les exportations de thé décroissent en particulier de 50 M USD entre janvier et avril (-12,0%). Les exportations totales, sur les quatre premiers mois, atteignent 4,2 Mds USD (+11,0% en g.a.). Si l'effet volume dominait en janvier et février, la hausse des exportations est surtout imputable à l'effet-prix en avril.

Le déficit commercial sur le mois d'avril se résorbe, à 729 M USD (contre 889 M USD en avril 2021). Il atteint 3,1 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année, contre 2,9 Md USD sur la période correspondante en 2021.

Annnonce de prêts de l'US International Development Finance Corporation (DFC) pour un total de 120 M USD

Le conseil d'administration de la DFC américaine a annoncé le 15 juin 120 M USD de nouveaux prêts afin de soutenir le secteur privé sri lankais. L'enveloppe est composée d'un prêt direct de 100 M USD à la *Commercial Bank* afin que celle-ci développe le crédit aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), en particulier celles dirigées par les femmes qui représentent 25% des MPME à Sri Lanka. Le reste, 15 M USD est accordé à BPPL Holdings PLC, un fabricant de fils de polyester incorporant des matières plastiques recyclées, afin d'accroître sa production et étendre la filière recyclage à Sri Lanka, et 5 M USD à *MA's Tropical Food Processing*, une entreprise active dans le secteur de l'alimentation durable, afin de financer son expansion, développer son réseau de fournisseurs, et renforcer ainsi les pratiques de commerce équitable et l'emploi, en particulier féminin, à Sri Lanka. Ces nouveaux prêts s'ajoutent au portefeuille existant de la DFC dans le pays, qui totalise près de 300 M USD de prêts aux MPME au cours des deux dernières années.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Stable	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international